

DU CÔTÉ DES REVUES

ALTERNATIVES SUD

vol. XIII n° 4-2006 : **États des résistances dans le Sud - 2007**

(Syllepse, 238 p., 18 €)

[Ayant pour but de relayer au Nord des points de vue du Sud critiques du modèle dominant et de l'état actuel des rapports Nord-Sud, la revue nous offre à travers ce numéro qui a bénéficié de l'appui de grandes ONG de solidarité internationale du Nord, un état des luttes et des résistances sociales des pauvres qu'il convient de distinguer de la « lutte contre la pauvreté ». Il s'agit d'un panorama, décliné par zones géographiques, des mouvements sociaux qui, au Sud, luttent contre l'injustice sociale et l'arbitraire politique. Trente-cinq contributions sont ainsi rassemblées qui permettent de comprendre les conditions d'émergence, les stratégies mises en œuvre et la portée de ces luttes. Les années 80 et 90 sont ainsi marquées par l'épuisement des régimes autoritaires au bénéfice des avancées démocratiques qui nourrissent assez vite une désillusion parce qu'incapable de résoudre, malgré le glissement du discours dominant de l'ajustement structurel à la lutte contre la pauvreté, les grandes questions du développement : chômage, misère, inégalités, insécurité. La donne géostratégique issue du 11 septembre modifie le cadre des luttes actuelles. Les contributions réunies – trop nombreuses à citer – n'occulent pas les délicates questions du rapport de ces mouvements au politique et, lorsque c'est le cas, aux nouveaux régimes progressistes qui se mettent en place et vis-à-vis desquels l'attente est très forte.]

ÉCONOMIE APPLIQUÉE

Tome LIX, n° 3 - septembre 2006 : **Hommage à Celso Furtado**

190 p., 29 €, Presses de l'ISMÉA, 38 rue Dunois, 75013 Paris)

[Créée par François Perroux pour contribuer au développement d'une « économie scientifique » la revue de l'ISMEA propose un numéro spécial en hommage à l'économiste brésilien Celso Furtado récemment disparu (1920-2004) et dont le nom reste associé à la fameuse CEPAL (Commission des Nations unies pour l'Amérique latine) où il travailla au début de sa carrière alors qu'elle était dirigée par le non moins célèbre économiste argentin Raúl Prebisch. Coordonné par Rolande Borrelly et Arturo Guillén l'ensemble rassemble des contributions qui éclairent diverses facettes de l'œuvre de Celso Furtado marquée par la volonté pour les pays du Sud de penser eux-mêmes leur développement et par le souci de se libérer des schémas de la « modernisation » des pays sous-développés qui prévalaient alors en Europe. « Dualisme structurel » distinguant un secteur arriéré et un secteur moderne et « blocage de croissance » sont la résultante des relations passées et présentes avec les pays les premiers engagés dans la voie de l'industrialisation. Sans transformation des rapports avec l'extérieur le développement est compromis. Le sous-développement n'est pas un « retard », le « rattrapage » n'est pas un bon concept pour penser le développement. Hommage à l'auteur, ce numéro reprend deux de ses textes datés de 1994 et 2004 et offre une bibliographie quasi exhaustive. Puis son itinéraire intellectuel est présenté par Hector Guillén Romo, tandis que Pierre Salama examine la trajectoire longue du développement latino-américain en questionnant les rôles de la finance et des inégalités. Gregorio Vidal associe

approfondissement du sous-développement et concentration de la richesse et du pouvoir. Arturo Guillén et Luiz Carlos Bresser-Pereira analysent les perspectives du développement du continent dans un cadre dorénavant fortement globalisé.

L'ensemble constitue une éclairante introduction à la pensée de Celso Furtado et éclaire sur l'actualité de son œuvre.]

ESPACES LATINOS

N° 238 - décembre 2006 : **Regards croisés sur le Vénézuéla d'Hugo Chávez**

(36 p., 5 €, 4 rue Diderot, 69001 Lyon)

[Ce numéro de la revue de l'association lyonnaise « Sociétés et cultures de l'Amérique latine » consacre, après un rapide survol du tournant à gauche de l'Amérique latine et de l'expérience de l'Équateur, son dossier central à l'analyse, à plusieurs voix, et donc à différents points de vue, du processus politique en cours au Vénézuéla. On y trouvera des contributions du pays et des témoignages de voyageurs de retour dont l'intérêt majeur est de donner à connaître l'ambiance de l'évolution en cours. Ces témoignages sont complétés par une réflexion sur la notion de populisme en Amérique latine et sa signification au Vénézuéla (Frédérique Langue) ainsi qu'une note de lecture du dernier livre de Maurice Lemoine sur le Vénézuéla montrant l'impressionnante fracture qui traverse la société vénézuélienne (Françoise Barthélémy). L'ensemble est complété par des échos sur l'actualité culturelle latino-américaine en France.]

172

GÉOÉCONOMIE

N° 40 - hiver 2006/2997 : **La France et le monde**

(144 p., 20 €, Institut Choiseul, 1 rue d'Uzès, 75001 Paris)

[Présentant le numéro et sa thématique, Pascal Lorot réinterroge, à l'occasion du moment électoral, le bilan de la diplomatie française et la place de la France dans le monde. Un ensemble à plusieurs voix, dans lequel rares sont les contributions qui ne plaident pas, sous couvert d'inventaire, pour un rapprochement atlantique plus affirmé et une normalisation de la diplomatie française en phase avec celle de l'ensemble du monde occidental. Bilan consensuel : un pays disposant d'atouts mal utilisés contribuant à l'effacement de son rôle et à l'érosion de ses positions. Les causes étant pour l'essentiel à rechercher dans une réticence à l'adaptation franche à la mondialisation ou dans une timidité à s'inscrire dans un projet européen. Pierre Lellouche, chargé de la défense à l'UMP, plaide pour un retour complet dans les structures de l'OTAN et un effort plus consistant en matière de dépenses militaires. Pierre Moscovici, qui porte l'Europe au sein du PS, situe la perte d'influence de la France dans son refus de développer pleinement sa stratégie dans un cadre européen. J.-Fr. Daguzan s'interroge sur la pertinence et la viabilité de la politique « arabe » de la France. J.-L. Levet, directeur de l'IRES, prenant exemple sur nombreux pays, plaide pour une politique industrielle dont le régulateur ou le pilote ne soit pas le seul marché mais pour qu'existe au contraire une « volonté de faire et non la soumission au laisser-faire ». Enfin J.-P. Maréchal (Université de Rennes) montre que l'opposition au néolibéralisme regroupe en France des « franges de plus en plus larges de la société civile » faisant de notre pays « l'un des laboratoires politiques et sociaux essentiels de l'Europe ».]

INPRECORn° 525 - février/mars 2007 : **Le capitalisme contre le climat**

(68 p., 9 €, 27 rue Taine, 75012 Paris)

[Publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV^e Internationale la revue offre un numéro spécial très stimulant sur le changement climatique préparé – et quasiment exclusivement rédigé – par Daniel Tanuro, ingénieur agronome. Le dossier se caractérise avant tout par un souci pédagogique balayant les questions les plus débattues : mécanismes du changement climatique, protocole de Kyoto, rapport Stern, 4^e rapport du Giec. L'ensemble est complété d'une interview du climatologue belge Jean-Pascal van Ypersele.

La démarche d'ensemble reste prisonnière d'un raisonnement circulaire : le réchauffement climatique n'est pas le fruit de l'activité humaine en général, « mais de l'activité capitaliste et de la technologie capitaliste ». Il faut donc, affirme l'auteur, s'inscrire dans une rationalité globale dont la perspective serait anticapitaliste mais dont il reconnaît qu'elle n'est pas réaliste dans la conjoncture actuelle. L'issue est donc dans la « mobilisation sociale » et un travail de conscientisation à la base. Mais est-ce bien réaliste vue l'urgence à agir ? D'ailleurs l'auteur semble disposé à inverser les urgences en ajoutant que « la mobilisation pour le climat peut contribuer à reconstruire un pont vers l'anticapitalisme ».

Si l'on accepte de passer sur ces propos de marquages idéologiques et de penser que malgré tout, il n'est peut-être pas indispensable d'avoir terrassé le capitalisme pour faire avancer la question du changement climatique, on partagera maints propos et commentaires précieux de l'auteur sur la façon dont ce dossier est internationalement traité et notamment sa manière d'adopter un biais systématisant la justice sociale et l'équité et de privilégier la décision politique au détriment des mécanismes du marché.]

173

LABYRINTHEn° 24 - 2/2006 : **Faut-il être post-colonial ?**

(Éditions Maisonneuve & Larose, 132 p., 10 €)

[La jeune revue de recherche et d'expérimentation, interdisciplinaire mais surtout « indisciplinée », se propose de rassembler à travers des ateliers des jeunes chercheurs afin d'échanger textes et idées, hors de toute institution. Coordonné par Roland Dubreuil, le dossier balaie le champ du « postcolonial », domaine très couvert dans le monde anglo-saxon depuis un quart de siècle sous le libellé de *post-colonial studies*. Il s'agit en fait de revisiter le passé et le présent des empires. Le dossier s'efforce de questionner l'originalité de ce domaine d'études en France en s'efforçant de le dégager d'un simple effet de mode importé d'outre-atlantique. On y trouvera en ouverture une passionnante interview d'Anne Berger, professeur de littérature française aux États-Unis, qui explique comment Edward Saïd doit être considéré comme le précurseur de la *postcolonial theory* en critiquant l'approche des *aera studies*, à dominante géoculturelle et ethnique, qui « ont servi à établir la carte du monde vu de l'Occident » et que symbolise Bernard Lewis. La *postcolonial theory* est ainsi présentée comme animée d'un désir de contester l'hégémonie culturelle occidentale, mais aussi dans le même temps comme tentative d'échapper à la présentation marxiste traditionnelle de l'histoire coloniale. Laurent Dubreuil, montre comment deux auteurs indiens – Gaytri Spivak et Homi K. Bhabha – repensent les rapport entre

disciplines à partir de l'émergence du subalterne. Grégoire Leménager se livre à une présentation des études (post) coloniales à la française notamment à partir des travaux coordonnés par Pascal Blanchard, Nicolas Bancel et Sandrine Lemaire, en soulignant leur côté militant.]

LA REVUE INTERNATIONALE ET STRATÉGIQUE

N° 63 - automne 2006 : **Quelle place pour la France dans le monde ?**

(Daloz/Iris, 226 p., 18 €)

[La revue de l'Iris (Institut de relations internationales et stratégiques) a choisi de s'inscrire dans l'actualité électorale à travers un dossier, coordonné par Jacques Boyon, qui pose la question de la place de la France dans le monde. Une trentaine de personnalités politiques et chercheurs sont sollicités à travers de brefs textes à proposer leur réponse. L'ensemble se déroule autour de grands axes : puissance militaire et stratégique, patriotisme économique, innovation technologique, attractivité territoriale, image de la France, et la capacité d'influence. On notera, hors dossier, une réflexion sur les conséquences pour les relations euro-américaines de la guerre globale contre le terrorisme (Jan Eicher) ainsi qu'une contribution (Pascal Drouhaut) sur les vertus de la dissuasion nucléaire entre l'Inde et le Pakistan, deux puissances régionales non-signataires du TNP.]

L'ÉCONOMIE POLITIQUE

174

N° 33 - janvier 2007 : **Le monde de l'après-pétrole**

(112 p., 10 €)

[Trois spécialistes d'horizons professionnels et disciplinaires différents sont mobilisés, sous forme d'interviews, pour discuter du monde de l'après-pétrole. Spécialiste de la géopolitique des matières premières, Jean-Marie Chevalier explique pourquoi, dû à des éléments structurels, le niveau des prix pétroliers, en augmentation régulièrement depuis 2004, va rester durablement élevé et pourquoi son effet sur les économie des pays industrialisés n'a pas provoqué de crise. Une dimension nouvelle, le réchauffement climatique, impose d'articuler au mieux environnement et énergie, à commencer au niveau national, car l'État doit se montrer exemplaire. Benjamin Dessus (Cnrs) considère que l'utilisation de l'énergie nucléaire et le recours aux énergies renouvelables ne peuvent suffire pour lutter contre le réchauffement climatique. Il convient donc de faire des efforts pour améliorer l'efficacité énergétique, notamment en construisant un système décentralisé, en se gardant d'assimiler sobriété et décroissance. L'ancien président de l'Ademe, Pierre Radanne, revient sur les facteurs de hausse du prix du pétrole et sur l'horizon d'un pic pétrolier qu'il situe à environ 25 années, délai suffisant à ses yeux pour négocier le virage de l'après-pétrole. Il accuse les firmes pétrolières, désormais privatisées, de jouer la hausse du prix en faisant rejoindre leurs intérêts avec ceux des pays producteurs. A ses yeux il n'existe aucune politique énergétique européenne du gaz ou du pétrole à cause des divergences sur le nucléaire. Un deuxième dossier montre que si la mondialisation économique nous incite à voir les choses en grand, les territoires locaux sont loin d'avoir perdu toute pertinence pour comprendre l'organisation du capitalisme contemporain.]

MAGHREB-MACHREKN° 190 hiver 2006/2007 : **Chiïtes, le renouveau**

(144 p., 20 €, Institut Choiseul, 1 rue d'Uzès, 75001 Paris)

[Introduit par Jean-François Daguzan, le dossier présente les diverses facettes du chiïsme - environ 10 % des musulmans du monde, partout minoritaires sauf en Iran - « resurgissant du tréfonds de l'histoire dans le fracas de la guerre irakienne et de ses soubresauts régionaux », mais sorti auparavant de sa léthargie par la révolution iranienne de l'ayatollah Khomeini. C'est à un itinéraire dans la pluralité du chiïsme, des débats internes et luttes d'influences à Téhéran jusqu'à l'existence d'un « croissant chiïte » ou la place du Hezbollah entre l'Iran et le Liban que nous invite cet ensemble. Hors dossier la revue publie l'intégralité de la constitution irakienne de 2005.]

POLITIQUE AFRICAINEN° 103 - octobre 2006 : **L'Afrique du Sud au-delà de l'arc-en-ciel**

(Karthala, 226 et 192 p., 19 €)

[Publié par l'Association des chercheurs de politique africaine, ce numéro consacre un dossier réalisé avec le soutien de l'Institut français d'Afrique du Sud, d'une centaine de pages à « l'Afrique du Sud - Au-delà de l'arc-en-ciel ». Coordinné par Sean Jacobs, chercheur à l'université du Michigan, le dossier tente de répondre à un ensemble de questions. Après les élections de 1994 et la victoire de Nelson Mandela, les choses ont très vite changé, notamment la domination des Blancs. Mais au-delà, l'unité de la « nation arc-en-ciel » est-elle une amère désillusion ? S'agit-il d'une nouvelle société en formation ? A quoi pourrait bien ressembler une Afrique du Sud juste au plan racial ? Comment faire face aux défis du sida, de l'inégalité, de la pauvreté ? Les auteurs réunis, tous Sud-africains, mais blancs comme le regrette le coordinateur, tente d'apporter des réponses. Elke Zuern éclaire l'émergence de mouvements sociaux qui défendent les intérêts des communautés les plus marginalisées et souligne que le cadre d'action est celui d'une transition négociée plutôt que celui d'une rupture radicale. Daniel Herwitz présente la spécificité de la situation créée par la pandémie de sida et la particularité de la position du président Mbeki sur cette maladie. Herman Wasserman retrace la façon dont les médias afrikaans totalement acquis à l'idéologie de l'apartheid ont dû la troquer pour l'idéologie du marché. Enfin, Christopher Joo-Hai Lee retrace le climat intellectuel de la période post-apartheid.]

175

PROBLÈMES D'AMÉRIQUE LATINEN° 61/62 - été/automne 2006 : **Cuba, un castrisme sans Fidel ?**

(132 p., 20 €, 1 rue d'Uzès, 75002 Paris)

[Coordinné par Gilles Bataillon, Frédérique Langue et Vincent Bloch, le dossier consacré à Cuba se présente dans la continuité d'un numéro de la revue *Communisme* et part de l'idée que la croyance en un « déblocage » de la situation découlant de la disparition de Fidel Castro témoignerait d'une absence de réflexion sur les ressorts du régime. Les contributions s'attachent à décrire les institutions comme l'armée (Brian Latell, ancien analyste à la CIA), l'Église catholique (Philippe Létrilliard, diplomate), les pratiques internationalistes (Elizabeth Burgos), la rhétorique nationaliste (Rafael Rojas), les interstices de l'idéologie et des modes de soutien au régime (Vincent Bloch) ou bien encore l'hétérogénéité des Cubains de Floride

(Guillermo Grenier). L'inégalité des articles ou les partis pris évidents n'aident pas à imaginer un Cuba sans Fidel malgré les très intéressantes études sur l'armée ou les exilés. Au dossier s'ajoute un débat entre l'historien Jérôme Baschet et l'anthropologue Pedro Pitarch sur l'expérience zapatiste, ainsi qu'un bilan, mené par Claudio Jedlicki, sur différents processus d'intégration latino-américaine.]

PROBLÈMES ÉCONOMIQUES

N° 2.914 - 3 janvier 2007 : **Migrations internationales : effets économiques ?**

(La Documentation Française, 48 p., 4,60 €)

[Autour du thème des effets économiques des migrations internationales, la revue a puisé dans la littérature contemporaine un certain nombre de travaux susceptibles d'éclairer la question. D'abord une comparaison, issue de travaux du FMI, sur ce qu'il est convenu d'appeler la « première vague » (la ruée de 60 millions d'Européens vers les Amériques de 1820 à 1920) et la « seconde vague » (du Tiers monde et de l'Europe de l'Est vers les pays industrialisés, à partir de 1950), montre des constantes récurrentes dans ces deux processus et conclut pour l'avenir à un fort développement des migrations Sud-Sud. L'Europe connaît aujourd'hui une fuite de ses cerveaux vers l'Amérique du Nord, à peine compensée par les flux provenant du Sud. On notera une étude, provenant de la revue du BIT, sur les efforts déployés avec un certain succès par la Chine depuis les années 90 pour faire revenir – au rythme de 25 000 par an – ses étudiants ayant fait leurs classes dans les meilleures universités étrangères. L'OCDE fournit une étude sur les déterminants des transferts de fonds, les circuits empruntés et l'impact économique sur les pays destinataires.]

176

RELATIONS INTERNATIONALES

N° 127 - automne 2006 : **Les Nations Unies d'hier à demain 1**

N° 128 - hiver 2006 : **Les Nations Unies d'hier à demain 2**

(PUF, 126 p., 19 €)

[Sous deux numéros successifs la revue nous offre l'essentiel d'un colloque tenu les 9 et 10 juin 2006 à Genève sous le libellé « L'ONU, d'hier à demain ». Pierre du Bois, professeur à l'Institut universitaire de hautes études internationales de Genève, souligne dans sa présentation combien « l'ONU reflète à sa manière le jeu du monde » et précise les trois grandes questions qui méritent d'être posées. La première concerne les institutions, et au-delà des lourdeurs bureaucratiques, pose la question de la réforme du Conseil de sécurité et notamment celle de son élargissement et du périmètre de ses membres permanents (Alexandra Novosseloff). Le deuxième type de questions concerne les réponses apportées par les Nations unies aux crises et enjeux auxquels elles ont été confrontées. Sont à cet égard interrogées les secousses qui les ont marquées, qu'il s'agisse de la première guerre israélo-arabe de 1948-49 (Frédérique Schillo), la crise congolaise (Pierre-Michel Durand), l'entrée tumultueuse de la Chine en 1971 (Michel Hammer), la gestion des conflits yougoslaves (Thierry Tardy) ou du rapport aux États-Unis de Bush (Jussi Hanhimäki). Enfin la troisième question concerne la crise financière qui mine l'institution de façon récurrente et souligne le poids décisif des grandes puissances (Gilles Grin). Tentant un bilan, l'ambassadeur suisse devant l'institution, Jenö C. A. Staehelin porte un jugement

nuancé ; « si le résultat de son action en faveur de la paix et de la sécurité reste modeste, sa force réside dans son travail à long terme dans les domaines humanitaire et économique ». Maurice Vaisse conclut l'ensemble en rappelant qu'organisation intergouvernementale, l'ONU est ce qu'en font ses États membres et que « s'il reste bien des choses à améliorer, il faut être reconnaissant à l'ONU d'exister ».]

REVUE D'ÉTUDES PALESTINIENNES

N° 101 - automne 2006 : **Retour sur la victoire du Hamas**

(Éd. de Minuit, 160 p., 15 €)

[Publiée par l'Institut des études palestiniennes fondé à Beyrouth en 1963, la revue revient, à travers des analyses d'Ilan Halevi et de Rudolf El-Kareh, sur la « guerre des trente-trois jours », ou la sixième guerre israélo-arabe comme on la désigne désormais, c'est-à-dire sur l'agression israélienne contre le Liban en juillet-août 2006. L'éditorial donne le ton en notant que « la défaite incontestable d'Israël dans cette bataille ne signifie pas forcément que les Arabes l'ont gagnée » et que « la seule force capable de tirer profit de l'événement... est celle de l'islamisme radical dans sa version terroriste ». Les contributions s'interrogent sur l'éclosion d'une nouvelle doctrine que pourrait suggérer cette guerre et tentent d'en tirer les diverses implications, au Liban, en Israël et dans l'ensemble de la région. La revue publie intégralement la résolution 1701 adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU le 11 août 2006.

L'analyse de la montée en puissance (Jamil Hilal) du Hamas est menée à travers une étude rétrospective à partir de l'établissement de l'Autorité palestinienne en 1994 et montre que l'hégémonie historique du Fath a été mise en brèche par la diminution progressive du soutien aux partis de gauche et correspond à l'impasse politique du projet national palestinien après l'échec en 2000 des négociations de Camp David sur le statut final. Les élections de janvier 2006 sont longuement analysées par Majed Kayyali qui montre qu'elles ont instauré de nouvelles légitimités en déjouant les courants nationalistes, panarabistes ou de gauche, qui avaient été à l'origine de la fondation du nationalisme palestinien et l'avaient incarné durant les quatre dernières décennies. L'analyse est complétée par une très longue interview, menée sans concessions, de Moussa Abou Marzouq, vice-président du bureau politique du Hamas, ainsi que par la publication du « Document d'entente nationale des prisonniers », signé entre autre par Marwan Barghouty. On trouvera également les rubriques habituelles, notamment culturelles, et la chronologie récente toujours très détaillée.]

177

SOCIALISM AND DEMOCRACY

vol. 21 n°1 - march 2007

(Routledge, Philadelphie, 220 p.)

[On retiendra de ce numéro de la célèbre revue marxiste américaine une passionnante étude sur la façon dont les États-Unis planifient la transition capitaliste à Cuba et en favorisent l'avènement. Daniel Egan démonte méticuleusement les travaux de la « Commission pour l'assistance à un Cuba libre » mise en place par George Bush dès 2003, présidée par Colin Powell et dotée de cinq groupes de travail chargés d'élaborer des recommandations détaillées. La commission a déjà produit deux rapports (2004 et 2006) préconisant l'aide financière à la société civile, des efforts de propagande en

direction de la population, le blocage des revenus financiers de l'île en dissuadant le tourisme, l'encouragement d'actions diplomatiques concertées et finalement l'appui à une stratégie de transition au capitalisme au lieu de toute succession du régime. Il s'agit d'un véritable bréviaire de déstabilisation et d'ingérence méticuleusement analysé. On notera également une très imposante revue de livres.]

MICHEL ROGALSKI